Le Canada "troublé par les récents propos du président burundais Nkurunziza"

@rib News,Â 05/01/2017Â - SourceÂ Affaires mondiales Canada DÃ©claration Le Canada prÃ©occupÃ© par la situation au Burundi Le 5 janvier 2017 - Ottawa, Ontario - Le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res, lâ€™honorable StÃ©phane Dion [photo], a fait aujourdâ€™hui la dÃ©claration suivante au sujet de la situation au BurundiÂ : Â«Â Le Canada est troublÃ© par les rÃ©cents propos du prÃ©sident burundais, M.Â Pierre Nkurunziza, qui a indiquÃ© son intention de solliciter un quatriÃ¨me mandat prÃ©sidentiel en 2020 et de modifier la Constitution, alors que le Burundi est plongÃ© dans une crise. Lâ€™Accord de paix dâ€™Arusha et la Constitution limitent le prÃ©sident Ã deux mandats de cinq ans chacun.

Â«Â Le Canada est vivement prÃ©occupÃ© par la lÃ©gitimitÃ© du troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident Nkurunziza Ã la suite des Ã©lections largement contestÃ©es de 2015, qui ont menÃ© Ã la crise politique et au dÃ©ferlement de violence que connaÃ®t actuellement le Burundi. Les propos au sujet dâ€™un quatriÃ¨me mandat ne peuvent quâ€™aggraver lâ€™instabilitÃ© et empÃ solution politique durable Ã la crise dans laquelle le pays est plongÃ©. Â«Â Le Canada sâ€™inquiÃ¨te aussi grandement des mesures prises rÃ©cemment par les autoritÃ©s burundaises pour restreindre davantage la place de la sociÃ©tÃ© civile au pays Ã la suite des derniers rapports sur les droits de la personne critiques Ã lâ€™endroit du gouvernement et de sa rÃ©action Ã la suite de signalements de violations des droits de la personne. Une sociÃ©tÃ© civile libre et dynamique est une composante essentielle dâ€™une sociÃ©tÃ© dÃ©mocratique, prospÃ¨re et inclusive. Â«Â Le Canada exhorte le Burundi Ã collaborer pleine avec la commission dâ€™enquÃªte mandatÃ©e par le Conseil des droits de lâ€™homme des Nations Unies, Ã mettre en Å“uvr rÃ©solutions du Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations Unies et Ã sâ€™abstenir de toute nouvelle mesure qui lâ€™isolerait de la communautÃ© internationale, comme ce fut le cas avec sa dÃ©cision, en octobreÂ 2016, de se retirer de la Cour pÃ©nale internationale.Â Â» (adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});